

PREFECTURE DE LA REGION DU LIMOUSIN

86-126

D 1000 PV

ARRETE

portant inscription de la maison Romanet à EYMOUTIERS (Haute-Vienne)
sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Le Préfet, Commissaire de la République de la région du Limousin

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République de région ;
- VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;
- VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région du Limousin entendue, en sa séance du 9 septembre 1986

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la maison Romanet à EYMOUTIERS (Haute-Vienne) présente un intérêt d'archéologie suffisant pour en rendre souhaitable la préservation en raison de ses importants vestiges de fortification médiévale, précieux jalon pour la reconstitution de l'enceinte fortifiée d'Eymoutiers

ARRETE

Article 1er - Est inscrite sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, en totalité, la maison Romanet à EYMOUTIERS (Haute-Vienne), située sur la parcelle n° 272 d'une contenance de 2 ares figurant au cadastre, section AH et appartenant à la

.../...

commune d'EYMOUTIERS (Haute-Vienne) par acte passé devant
Me LIER, notaire à EYMOUTIERS (Haute-Vienne), le 18 novembre 1981
et publié au bureau des hypothèques de LIMOGES (Haute-Vienne), le
14 décembre 1981, volume 11043, n° 10.

- Article 2 - Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sous délai au Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.
- Article 3 - Il sera notifié au Commissaire de la République du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à LIMOGES, le 22 DEC. 1986

POUR AMPLIATION,
LE CHARGE DE MISSION DELEGUE,



B. REDON

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE REGION,



Ph. LOISEAU